REPUBLIQUE DU YEMEN

Equipe Nationale De La Communication Externe



Rapport Mensuel Sur La Situation Générale En





00967-773433737



NTFOYemen@y.net.ye NTFO.Yemen@gmail.com



www.ntfo.org.ye

CONTENU

- Complicité Politique
- Situation Économique & Humanitaire
- Violations & Crimes
- Statistiques des Victimes
- Liste des Victimes des Mois de Septembre des Années Précédentes



COMPLICITE POLITIQUE

- 1. La relation cachée entre les deux organisations (Al-Qaïda, Daech) et les pays de la coalition de guerre, menée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite contre le Yémen, se dévoile jour après jour. Des rapports documentés ont en effet enregistré des dirigeants d'Al-Qaïda participant aux fronts de guerre, aux côtés des forces de la coalition, contre ce qu'ils ont appelé les Houthis.
- 2. De son côté, la chaîne BBC a diffusé des reportages montrant en image et en son des camps, appartenant à ce que les pays de la coalition appellent "légitimité", brandissant les drapeaux d'Al-Qaïda sur des véhicules militaires américains, payés évidemment par l'Arabie saoudite et les Emirats.
- 3. Ainsi, un rapport de terrain, publié par l'Américain Associated Press, a conclu qu'Al-Qaïda, au Yémen, était un allié clé des Etats-Unis dans leur agression contre le peuple yéménite, et qu'on lui avait fournie de dernières armes américaines et françaises. Par ailleurs, la coalition lui apportait du soutien par ses raids aériens directs contre l'armée yéménite et les comités populaires qui combattaient férocement les membres d'Al-Qaïda. Ces derniers ont été forcement obligés de fuir toutes les régions sous le contrôle du gouvernement de Sanaa.
- 4. D'autres rapports documentés ont dressé un bilan de la relation étroite liant aussi Daech au gouvernement de Hadi, soutenu par la coalition saoudienne et surtout par le parti de l'Islah (les frères musulmans du Yémen), principale composante de ce gouvernement, dit "légitime". Ces liens ont permis aux membres de Daech de s'étendre intellectuellement dans les zones contrôlées par le "gouvernement légitime", surtout dans le sud du Yémen, où ils ont explosé des lieux de culte et des tombes, et éliminé leurs opposants, de personnalités religieuses et culturelles qui n'étaient pas d'accord avec leurs croyances extrémistes.
- 5. Daech a pu ainsi renforcer sa présence dans la province de Lahij, grâce à l'aide des pays de la coalition, notamment les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.
- 6. Des observateurs soulignent que le but dissimulé derrière le soutien à Daech -pour qu'il s'empare de cette province donnant sur le Golfe d'Aden, et proche du détroit de Bab-al-Mandab (passage stratégique pour la navigation mondiale)-est de créer des prétextes pour imposer l'internationalisation, la protection et la supervision internationale de Bab-al-Mandab. Il en va de même pour les autres côtes yéménites à l'instar de certaines côtes africaines qui ont été déjà internationalisées, et sur lesquelles sont placées des bases militaires américaines et celles des autres pays sous prétexte de lutter contre le terrorisme qu'ils ont eux-mêmes fabriqué.

LA SITUATION ECONOMIQUE

- 7. Il n'existe aucun mouvement sérieux, courant le mois de septembre 2020, appelant à résoudre le dossier de paiement des salaires, interrompus depuis le transfert de la direction de la banque centrale de la capitale, Sanaa, à la ville d'Aden en septembre 2016. 80% de la population yéménite en souffrent énormément, surtout au moment où le Yémen connait la pire crise humanitaire jamais survenue dans l'histoire.
- 8. Le taux de change du riyal yéménite continue de baisser par rapport aux devises étrangères dans toutes les provinces, en particulier dans celles du sud, sous le contrôle de l'occupation saoudienne et émiratie, impactant ainsi les prix des denrées alimentaires. Le prix du dollar y a atteint 860 riyals, alors que le gouvernement de Salut national a pu garder le taux de change du riyal à un niveau stable, le dollar n'a pas dépassé 612 riyals. Mécontente de la politique financière menée par le "gouvernement légitime", l'association de bureaux de change à Aden a diffusé une circulaire, auprès de toutes les entreprises et institutions bancaires, annonçant leur suspension de vente et d'achat de devises étrangères.
- 9. La Banque centrale d'Aden a publié une circulaire adressée aux banques et sociétés de change pour qu'elles arrêtent complètement les transferts internes de fonds, en devises étrangères, et qui doivent être uniquement en riyal yéménite. Elle a précisé que les opérations de retrait et dépôt en devises étrangères seront limitées aux succursales où existe le compte du client. Et cela reflète l'échec des politiques monétaires de la Banque, dû d'abord à l'absence du gouvernement national et puis à la décision d'imprimer une grande quantité de monnaie yéménite, sans couverture bancaire.
- 10. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré que le riyal yéménite avait perdu 25 % de sa valeur en 2020, soit 70 % par rapport à sa valeur d'avant le début de la guerre en 2015. Il a également souligné que l'épuisement des réserves



- du pays en devises étrangères pourrait paralyser la capacité du Yémen à importer des denrées alimentaires dont la hausse des prix sur le marché local menace le pays d'une famine inévitable.
- 11. Les pays de la coalition ont adopté, comme moyen de guerre, l'idée d'une guerre économique contre le Yémen afin d'affamer son peuple. Entre autres, le gouvernement de Hadi a pris des mesures visant à séparer la société de télécommunications (Sabafon) de son siège principal à Sanaa, en préparation de son transfert à la ville d'Aden occupée par l'Arabie saoudite et les Emirats.
- 12. Le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation à Sanaa a déclaré que les pertes totales et dommages directs et indirects -subis par le secteur agricole en raison de la guerre des pays de l'agression menée par les États-Unis, l'Arabie saoudite et Emirats depuis 2015- ont dépassé 10 billions 701 milliards 867 millions de riyals. Il a aussi confirmé le déclin de la production céréalière, pendant les années de guerre au Yémen, atteignant 300 mille 500 tonnes aujourd'hui contre environ 700 mille tonnes en 2014.
- 13. Les sanctions de retard, découlant de six mois de détention contre les pétroliers à destination du Yémen, ont coûté cher au peuple yéménite. Il s'agit d'un montant dépassant 27 milliards de riyals, selon la compagnie pétrolière yéménite à Sanaa indiquant que 19 navires de pétrole étaient toujours détenus par la coalition de guerre malgré l'obtention des permis délivrés par les Nations Unies. La durée de détention varie entre 4 à 6 mois. De même, au cours de ces deux derniers mois, aucun navire n'a été libéré pour couvrir les besoins publics : 2 000 stations-service sont fermées ; 3 500 camions de pétrole et 3 usines sont à l'arrêt ; du matériel et des véhicules des citoyens sont en panne.

Les statistiques sur les établissements économiques et agricoles visés par l'aviation de la coalition menée par l'Arabie Saoudite dans différents gouvernorats au cours du mois (Septembre 2020) Etablissement Ampleur des dégâts Destruction Dégât Total Prits pompes réservoirs réseaux d'eau proiets d'irrigation

Etablissement	Ampieur des degats			Observations				
Etablissement	Destruction	Dégât	Total	Observations				
Réservoir et Pompe à Eau	7	10	17	Puits, pompes, réservoirs, réseaux d'eau, projets d'irrigation				
Champ Agricole	19	35	54	Y compris tous les types de fermes ainsi que les pépinières agricoles				
Usine	1		1					
Aéroport	1		1					
Marchés	3		3					
Installation commerciale	7	51	58					
Station-service	1		1					
Ferme de volailles	1		1					
Camion d'approvisionnement alimentaire	2		2					

LA SITUATION HUMANITAIRE

- 14. Cette fois, le blocus imposé aux pétroliers à destination du Yémen n'a jamais atteint un tel niveau de criminalité. Ils sont détenus depuis plus de 150 jours, de la fin mai à nos jours. Il s'agit d'une piraterie continue, organisée par la coalition dirigée par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et les Emirats, visant, sous une couverture onusienne, les navires chargés de pétrole qui avaient pourtant obtenu, après un mécanisme de vérification et d'inspection de l'ONU (UNVIM), les permis de passage. Cette action irresponsable met délibérément en danger la vie de plus de 26 millions de citoyens (soit plus de 80% de la population), et menace tous les secteurs d'activité d'effondrement et d'arrêt, ce qui constitue une grave violation de tous les principes du droit international et les normes humanitaires.
- 15. Les pays de la coalition détiennent 15 navires pétroliers transportant 409 mille et 55 tonnes d'essence et de diesel, et pour des périodes variables dont la durée maximale atteint plus de cinq mois.
- 16. Il y en a six pétroliers détenus depuis plus de cinq mois, et quatre autres depuis plus de quatre mois. Il convient de signaler que les quantités de produits pétroliers, distribuées aux agences de services prioritaires et aux stations opérant dans le district de Sanaa et dans le reste des provinces, font partie des quantités limitées saisies par les organismes de lutte contre la contrebande. C'est la compagnie pétrolière yéménite qui examine et traite les quantités saisies qui seront ensuite vendues au prix officiel. Elle les distribue conformément aux normes et principes énoncés dans le plan d'urgence. Il s'agit là d'un avertissement contre le risque d'une catastrophe humanitaire sans précédent, due au maintien de la détention des navires pétroliers.

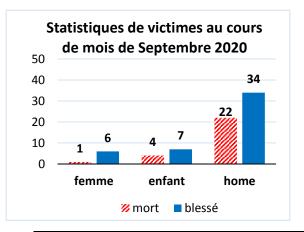


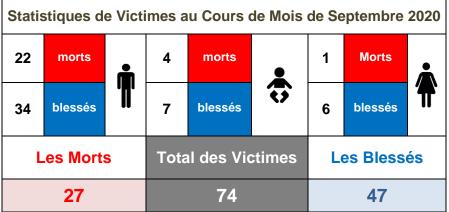
- 17. Avec la résurgence de la crise de carburant, le marché noir s'est redynamisé augmentant les prix du carburant, déjà épuisé dans de nombreuses stations-service ou disponible mais en quantités limitées dans d'autres. C'est pour cette raison que le prix d'une plaque d'essence (20 litres) est atteint près de 20.000 riyals, au marché noir (environ \$ 32.2 \$ US), comparé au prix officiel de 5.900 riyals (9.51 \$ US).
- 18. Les pays de la coalition de guerre contre le Yémen non seulement ont encerclé le peuple yéménite et empêché l'entrée de navires pétroliers, mais ont aussi aggravé les souffrances de 26 millions de Yéménites en facilitant l'entrée, dans les ports du pays, des matières pétrolières non conformes aux spécifications et aux normes. Ils cherchent encore à accroître les souffrances des Yéménites par leurs tentatives de retirer les devises étrangères du marché local afin de détruire davantage l'économie du pays.
- 19. La crise de carburant due à la détention des pétroliers depuis plus de 150 jours, ainsi que la détérioration de la situation économique découlant du retrait de la monnaie étrangère et de la hausse considérable du taux de change ont pour conséquences de :
 - Priver les yéménites de bénéficier de la baisse mondiale des prix du pétrole, causée par la pandémie de Covid-19 ;
 - Augmenter les tarifs de transport et les prix de nombreux produits alimentaires et de consommation, de l'eau, de l'électricité, etc.;
 - Entrainer la suspension des usines et des activités commerciales et industrielles, ainsi que la baisse de la productivité des boulangeries dont la majorité de la population dépend pour couvrir ses besoins en pain, vu la difficulté d'obtenir du gaz domestique ;
 - Affecter le stock de carburant disponible auprès de la compagnie pétrolière, maintenant parvenu à un stade critique, car le stock restant ne suffit pas pour approvisionner les secteurs vitaux, tels que la santé, l'électricité, l'eau, l'assainissement;
 - Provoquer des pertes catastrophiques dans le secteur agricole, menaçant directement la sécurité alimentaire du peuple yéménite ;
 - Avoir un impact direct sur les domaines d'activité, de transport, et surtout sur la production agricole, étant donné que 50% de la population travaille dans ce secteur, bref sur la vie des citoyens.
- 20. Des rapports locaux et internationaux confirment qu'il y a des indicateurs inquiétants qui mettent en garde contre une catastrophe humanitaire sans précédent menaçant le Yémen, à cause de la détention des pétroliers, toujours interdits d'atteindre le port de Hodeïda, par la coalition dirigée par les Etats Unis, l'Arabie saoudite et les Emirats.
- 21. Les forces de la coalition, indifférentes aux avertissements mentionnés par ces rapports, portent la responsabilité et les conséquences de la piraterie maritime, qu'elles pratiquent contre les navires transportant des dérivés du pétrole, malgré son impact économique sur la situation humanitaire au Yémen.

LES VIOLATIONS ET LES CRIMES

- 22. Au cours du mois de septembre 2020, les pays de la coalition américano-saoudienne et leurs mercenaires lancent des attaques aériennes et terrestres visant délibérément les zones peuplées, les installations vitales et les lieux civils dans différents gouvernorats de la République du Yémen. Dans ces attaques, de nombreuses maisons sont complètement détruites sur la tête de leurs habitants, pour la plupart des femmes et des enfants.
- 23. Les pays de la coalition et leurs mercenaires continuent de violer l'accord de Stockholm sur le cessez-le-feu à Hodeïda, en ciblant les maisons des citoyens dans différentes régions, touchées par des attaques disproportionnées ou aveugles. Ce qui arrive aux districts d'al-Durayhimi et de Hays en est un exemple, malgré la présence de représentants de l'ONU, chargés du suivi de la mise en œuvre de cet accord.
- 24. Les restrictions arbitraires imposées par les pays de la coalition -pour empêcher les navires chargés de produits indispensables à la vie des Yéménites (aliments, médicaments et produits pétroliers et gaziers) d'entrer dans le port de Hodeïda- sont toujours en vigueur. D'ailleurs, plus de 19 navires et bateaux transportant de carburant et de produits alimentaires sont encore bloqués en mer, malgré leur inspection et leur obtention des permis de passage délivrés par les Nations Unies.

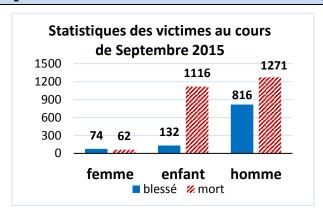


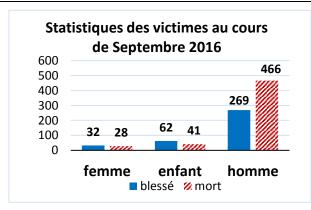


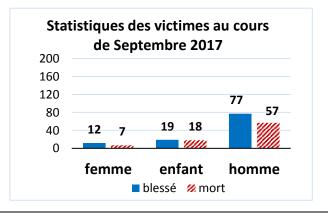


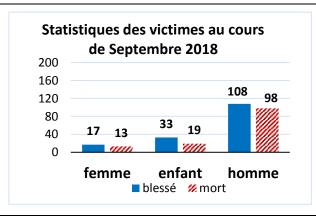
CE QUI S'EST PASSE EN CE MOIS

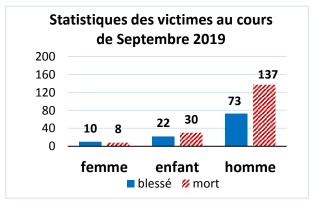
(Septembre Dans Les Années Précédentes)







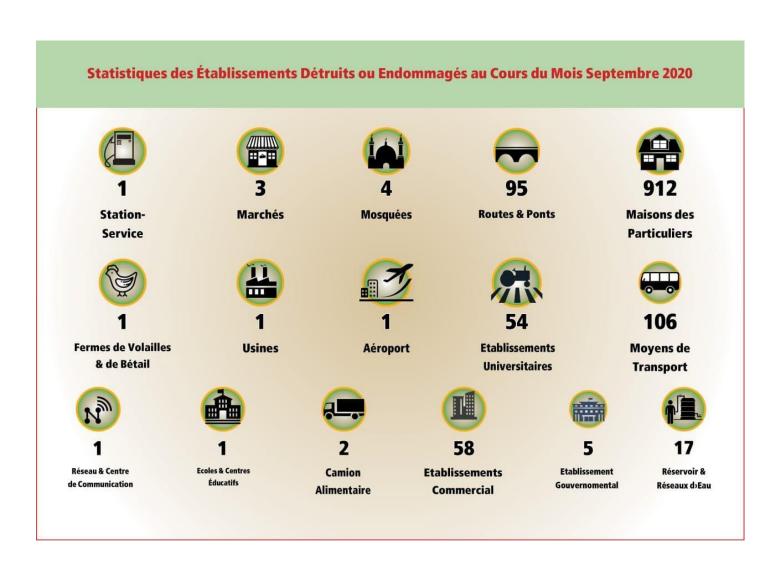






Statistiques du nombre de raids aériens et de bombardements de missiles et d'artillerie lancés par la coalition Saoudienne dans diverses provinces pour le mois (Septembre 2020)

Gouvernorat	Raid Aérien	Tirs de Roquettes	Tirs d'artillerie	Bombes à sous-munitions	Bombes sonores	Bombes éclairantes	Tirs de Mitrailleuse	Drone	Navires de Guerre	Nombre Total de Raids
al Bayda	32									32
al Jawf	149									149
HodeÏda		2,725	3,849					101		6,675
Secrétariat Capitale	28									28
Taïz		15		1						16
Hajjah	40									40
Saada	67	500	1,536							2,103
Sanaa	34									34
Amran	17									17
Marib	636									636
TOTAL	1,003	3,240	5,385	1	0	0	0	101	0	9,730





HISTOIRE DU MOIS

(Bombardement des Villages Frontaliers...!)

L'armée saoudienne adopte une politique visant à vider les villages frontaliers, de côté yéménite, de leurs habitants, comme moyen de pression dans sa guerre contre le Yémen. Le village d'al-Maateq, dans le district frontalier de Shada, appartenant au gouvernorat de Saada, a été directement bombardé par l'artillerie de l'armée saoudienne. L'un des obus a été tombé sur la maison de Suleiman Ali Metyb Al-walidi, tuant et blessant quatre enfants.

A.M. raconte l'horreur de ce qu'il a vu dans ce crime: A midi de ce jour-là, j'ai entendu une explosion, je me suis retourné pour voir ce qui s'est passé. J'ai vu des fumées et de la poussière s'élever de la maison de Suleiman d'où on entendait les cris des enfants et des femmes. Je me suis précipité, avec d'autres gens du village, vers la maison. J'ai réussi à en sortir Shabib, un des enfants de Suleiman, qui était dans un état critique, et dont le petit visage couvert du sang.

Les autres gens ont pu sortir certaines personnes qui étaient dans la maison. Mais, nous n'avons pas pu hospitaliser les blessés, car il n'y avait pas de moyen de transport, et que les véhicules évitaient de venir vers les villages frontaliers à cause des bombardements incessants menés par l'aviation et l'armée saoudienne. Nous avons alors dû les porter sur nos dos, parcourir un long chemin sur des routes risquées. Malgré nos efforts, des enfants et des femmes ont perdu la vie, tués par l'artillerie de l'armée saoudienne.

Nous sommes des civils, et il n'y a pas de front militaire dans notre région. C'est un crime de guerre commis par le régime saoudien qui doit être jugé et puni des peines les plus sévères.

